

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

*Le jeudi 27 juin 2024 à dix-neuf heures trente, le CONSEIL MUNICIPAL, dûment convoqué par lettre du 19 juin 2024 transmise de manière dématérialisée ou, si les conseillers municipaux en font la demande, adressée par écrit à leur domicile ou à une autre adresse, s'est réuni salle du Conseil Municipal, sous la présidence de Monsieur Patrick PÉNIGUEL, Maire.*

**Tous les membres étaient présents à l'exception de Mesdames Jane-Marie CHESNEAU-MOULIÈRE, Magali BARBOT et Messieurs Cédric BARBIN et Martin GÉRAULT.**

**Mesdames Marinette BURLETT, Nathalie MONTIÈGE, Amandine DELEBARRE et Messieurs Jean-Bernard MOREL, Thierry FRESNAIS, Sylvain DURAND, Mickaël LE STUNFF et Ludovic PLESSIS étaient excusés.**

**Monsieur Olivier RICHEFOU, arrivé en séance à 21h00, n'a pas participé au vote des délibérations n° DE2024\_06\_27\_01 à DE2024\_06\_27\_06 et a participé au vote des délibérations n° DE2024\_06\_27\_07 à DE2024\_06\_27\_20.**

**Date de convocation**

**19 juin 2024**

**Pouvoirs :**

**Madame Marinette BURLETT à Madame Isabelle RABBÉ**

**Madame Nathalie MONTIÈGE à Madame Christine NADAU**

**Madame Amandine DELEBARRE à Madame Murielle BUCHOT**

**Monsieur Jean-Bernard MOREL à Monsieur Patrick PÉNIGUEL**

**Monsieur Thierry FRESNAIS à Madame Jocelyne RICHARD**

**Monsieur Sylvain DURAND à Monsieur Michel MÉRIENNE**

**Monsieur Mickaël LE STUNFF à Monsieur Franck KERZERHO**

**Monsieur Ludovic PLESSIS à Monsieur Étienne CAMPENS**

*En application des dispositions de l'article L2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Président de séance demande au CONSEIL MUNICIPAL de bien vouloir l'autoriser à se faire assister de Madame Stéphanie DESMOTS, Directrice Générale des Services.*

*Madame Christine NADAU, Adjointe au Maire, a été désignée Secrétaire de Séance, fonction qu'elle a acceptée.*

**DE2024\_06\_27\_13**

### **HEURES SUPPLÉMENTAIRES ET COMPLÉMENTAIRES**

Par délibérations du 26 mars 1992 et du 28 janvier 2016, la commune de Changé a mis en place une indemnité permettant de rémunérer les agents communaux, dont les fonctions le justifient, par des heures supplémentaires ou complémentaires.

Parallèlement à l'élaboration du règlement intérieur, il convient d'actualiser ces délibérations afférentes aux modalités d'attribution des Indemnités Horaires pour Travaux Supplémentaires (IHTS).

Les seuls agents pouvant prétendre aux Indemnités Horaires pour Travaux Supplémentaires sont les agents appartenant aux grades de catégories C et B, avec une exception pour certains agents de catégorie A de la filière médico-sociale.

L'octroi d'IHTS est subordonné à la réalisation effective d'heures supplémentaires, à savoir les heures effectuées à la demande du chef de service au-delà des bornes horaires définies par le cycle de travail.

La compensation des heures supplémentaires peut être réalisée, en tout ou partie, sous la forme d'un repos compensateur. Le temps de récupération accordé à un agent est égal à la durée des travaux supplémentaires effectués. Une majoration de nuit, dimanche ou jour férié est applicable dans les mêmes proportions que celles fixées pour la rémunération.

À défaut de compensation sous forme de repos compensateur, les heures supplémentaires accomplies sont en principe indemnisées selon les conditions prévues pour les agents de la Fonction Publique d'État :

- rémunération horaire multipliée par 1,25 pour les 14 premières heures supplémentaires et par 1,27 pour les suivantes,
- majoration de 100 % lorsque cette heure supplémentaire est réalisée la nuit (soit entre 22h et 7h du matin),
- majoration de 2/3 lorsqu'elle est effectuée un dimanche ou un jour férié.

Une même heure supplémentaire ne pourra pas donner lieu à la fois à un repos compensateur et à une indemnisation.

Le nombre d'heures supplémentaires réalisées par chaque agent ne pourra pas excéder 25 heures par mois. Lorsque les circonstances exceptionnelles le justifient et pour une période limitée, le contingent mensuel peut être dépassé sur décision de la Direction Générale des Services et les représentants du personnel auprès du Comité Social Territorial devront en être immédiatement informés.

#### Cas des agents à temps non complet :

Les agents qui occupent un emploi à temps non complet peuvent être amenés à effectuer des heures au-delà de la durée de travail fixée pour leur emploi (tel que déterminée dans la délibération créant leur emploi). Il s'agit d'heures complémentaires jusqu'à hauteur d'un temps complet.

Dans ce cas, ils sont rémunérés sur la base d'heures complémentaires pour lesquelles la collectivité n'applique aucune majoration.

Toutefois, dès lors que la réalisation d'heures au-delà de la durée afférant à leur emploi les conduit à dépasser la durée légale du travail, les heures supplémentaires peuvent être indemnisées par des Indemnités Horaires pour Travaux Supplémentaires (IHTS).

#### Cas des agents à temps partiel :

Les agents travaillant selon cette modalité n'ont pas vocation à effectuer des heures supplémentaires. Pour autant, s'ils sont amenés à en faire, de manière très exceptionnelle, les heures supplémentaires effectuées par l'agent, sur demande de l'employeur, sont rémunérées comme des heures complémentaires non majorées, jusqu'à hauteur d'un temps complet.

Cette modalité de calcul s'applique quelle que soit la quotité de travail, le moment où sont effectuées ces heures supplémentaires et leur nombre.

Il est à noter que le nombre maximum d'heures supplémentaires qu'un agent à temps partiel peut effectuer est proratisé. Il est égal à 25 heures x la quotité de temps partiel de l'agent.

**Le Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** le Code Général de la Fonction Publique, notamment ses articles L712-1 et L714-4,

**Vu** le décret n° 2001-623 du 12 juillet 2001 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la Fonction Publique Territoriale,

**Vu** le décret n°2004-777 du 29 juillet 2004 relatif à la mise en œuvre du temps partiel dans la Fonction Publique Territoriale,

**Vu** le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 modifié pris pour l'application premier alinéa de l'article 88 de la Loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

**Vu** le décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002 modifié relatif aux Indemnités Horaires pour Travaux Supplémentaires,

**Vu** l'avis du Comité Social Territorial du 12 juin 2024,

Article 1 : **PREND ACTE** des dispositions relatives au versement des indemnités pour heures complémentaires et au versement de l'Indemnité Horaire pour Travaux Supplémentaires pour les fonctionnaires stagiaires et titulaires ainsi que pour les agents contractuels de droit public.

Article 2 : **AUTORISE** ces agents, quel que soit leur temps de travail, à effectuer des heures au-delà de la durée normale définies lors de la création de l'emploi qu'ils occupent, selon les règles édictées par la collectivité et sur demande expresse de leur responsable de service ou de l'autorité territoriale.

Article 3 : **DÉCIDE** que les heures supplémentaires seront prioritairement récupérées sous forme d'un repos compensateur. Elles ne pourront être indemnisées dans les conditions réglementaires que sur décision favorable du Maire, et sur production d'un état constatant le nombre d'heures à payer ou à récupérer.

Article 4 : **PRÉCISE** qu'aucune heure complémentaire ne pourra faire l'objet d'une majoration.

Article 5 : **MANDATE** Monsieur le Maire pour prendre toutes les mesures nécessaires à la bonne exécution de la présente délibération, et notamment pour signer tout document à cet effet.

*Délibération adoptée à l'unanimité.*

La secrétaire,

Christine NADAU



Pour extrait conforme,

~~Le Maire,~~

Patrick PÉNIGUEL

La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication, de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet des recours suivants :

- recours administratif gracieux auprès de mes services,
- recours contentieux pour excès de pouvoir.